
LA TRANSITION POLITIQUE DES ANNÉES 1990 : DE LA TENTATIVE DE CONCILIATION À LA NAISSANCE DE MOUVEMENTS NATIONALISTES, LES FONDEMENTS DU BASCULEMENT ILLIBÉRAL EN EUROPE POST-COMMUNISTE

UDC 321.64(4-11)»1990/20»
DOI: 10.22182/spm.specijal2022.4
Оригинални научни рад

Pauline Soulier*

Université de Bordeaux - Docteur en science
politique

Valentin Lesauries**

Université de Bordeaux - Doctorant en droit
constitutionnel

Résumé

La transposition des grilles d'analyse d'A.-D. Smith relative aux stratégies de conciliation de légitimité et de celle de Miroslav Hroch étudiant les mouvements nationalistes permettent de comprendre la transition politique en Europe postcommuniste. Surplombée par une européanisation rapide, cette transition se révèle fragile dès la fin des années 2008. Les nouveaux États indépendants absorbent avec difficulté l'enchaînement de crises (financière, migratoire et sanitaire). Dès lors les gouvernements opèrent un repli nationaliste qui se

* psoulier87@gmail.com

** valentin.lesauries@u-bordeaux.fr

traduit par des pratiques illibérales.

Mots clefs: Europe postcommuniste, conciliation, nationalisme, illibéralisme, Smith, Hroch

INTRODUCTION

La transition politique qui s'opère dans les années 1990 en Europe postcommuniste est un événement majeur dans l'Histoire de la région. En effet, elle est porteuse d'un vent de réunification et de paix durable entre les deux parties de l'Europe. Une première ombre au tableau provient des Balkans. La RFSY ne se remet pas de la mort de Tito et les Républiques constitutives s'entre-déchirent dans des guerres territoriales menées par des leaders avides de pouvoir.

L'espoir se concentre alors sur les anciennes Républiques socialistes d'Europe centrale et orientale et principalement, la Hongrie et la Pologne qui semblent les plus enclines à suivre dans les plus brefs délais le chemin de la démocratisation / européanisation.¹ L'Union européenne met à leur disposition un ensemble d'aides et de soutiens y compris financiers pour que le processus se passe au mieux le plus rapidement possible. Il est certain que stratégiquement, il est très dangereux de laisser ces États livrés à eux-mêmes et de prendre le risque de la reconstitution de liens de solidarité avec la Russie.

Côté universitaire, la chute du monde communiste est synonyme d'un nouveau terrain d'étude. Les tenants de la transitologie (Schmitter et O'Donnell 1986), y voient l'occasion de transposer leurs théories issues de la transition démocratique en Amérique latine sur une nouvelle aire géographique. Tout comme les hommes politiques, ils sont convaincus que l'Europe postcommuniste n'a pas d'autre option que de se diriger naturellement vers la démocratie, le capitalisme et l'économie de marché, bref vers le modèle Occidental.² La situation en ex-RFSY est un faux pas dû au particularisme de la région. Les Balkans ne sont-ils pas qualifiés de « poudrière » tant par les journalistes que les hommes politiques depuis la fin du 19^{ème} siècle (Castellan 2005, 5-15)? Les universitaires ne prennent pas conscience de leur erreur de jugement sur l'Europe postcommuniste. Les enjeux y sont bien différents de ceux de l'Amérique latine : s'engager dans une transition politique n'est pas suffisant pour transposer avec

1 Dans le cadre particulier de l'Europe postcommuniste, nous considérerons démocratisation et européanisation comme des synonymes.

2 Nous entendons « Occidental » comme membre du Bloc de l'Ouest.

succès leurs grilles de lecture.

Cette erreur de jugement et cet empressement à l'eupéanisation conduisent à mal analyser et comprendre les dynamiques qui sous-tendent le processus transitionnel. Personne ne porte attention à l'importance des mouvements nationalistes qui l'accompagnent sauf lorsqu'ils ont des conséquences dramatiques comme dans les Balkans où ils sont manipulés par Slobodan Milošević et Franjo Tuđman.

Fermer les yeux sur le nationalisme latent n'a fait qu'en retarder voire aggraver les conséquences. En effet, l'eupéanisation à toute hâte et la négation du nationalisme sont au fondement du basculement illibéral en Europe postcommuniste. C'est ce que nous proposons d'étudier à travers les grilles de lecture de deux auteurs : Anthony David Smith et Miroslav Hroch. Nous verrons d'abord les stratégies employées par les acteurs politiques pour assurer leur maintien au pouvoir dans une période de troubles (1). Ensuite, nous nous intéressons particulièrement au rôle du nationalisme à cette époque (2). Nous tenterons également de comprendre l'influence du rythme rapide de l'eupéanisation dans la construction de ces nouveaux États indépendants et de ses conséquences sur le basculement illibéral.

A.D. SMITH: LA TENTATIVE DE CONCILIATION POST-COMMUNISTE BROUILLÉE PAR LE RYTHME DE L'EUROPÉANISATION

Anthony David Smith (1939-2016) est un sociologue britannique, professeur à la *London School of Economics*, spécialiste de l'étude du nationalisme. Ses travaux s'inscrivent dans le paradigme diffusionniste. Ainsi, le nationalisme est une idéologie qui naît en Occident entre les 18^{ème} et le 19^{ème} siècles pour ensuite se répandre sur le reste de la planète. Dans cette logique très déterministe, les entités nationales qui s'éveillent plus tardivement n'ont pas d'autres choix que de suivre des modèles déjà établis ailleurs et à d'autres époques. Ces modèles se révèlent alors inadaptés pour des entités bien différentes des originales. Cette approche, *occidentalo-centrée*, propose une vision linéaire et dénuée d'imagination de l'évolution des sociétés humaines.

Néanmoins, les travaux d'A.-D. Smith relatifs aux stratégies des acteurs politiques lors du passage d'un système traditionnel à un « État scientifique » sont transposables à la Europe postcommuniste. Il définit l'État scientifique comme un « mode d'organisation politique qui vise à homogénéiser à des fins administratives la population implantée sur un territoire donné et qui, pour être pleinement efficace en cette

emprise, utilise des méthodes et la technique scientifique les plus modernes » (Smith 1971, 231). Dans notre cas, les États nouvellement indépendants sont déjà des États scientifiques. L'URSS et la RFSY tombent mais laissent en héritage des structures administratives solides qui sont redessinées et adaptées aux nouveaux régimes. Il n'est pas question ici de transformation d'une royauté de droits divins vers une république. C'est l'une des conséquences de l'État scientifique qui nous intéresse, celle de la « double légitimité » (Smith 1971, 237-238) et de la conciliation qui en découle. Toute transition politique qu'elle soit d'un régime traditionnel vers un régime moderne ou d'un régime communiste à un régime démocratique, conduit à un choc de légitimités le temps d'absorber les transformations. Ainsi, l'ancien régime et le nouveau sont perçus également perçus comme des sources de pouvoir inaptes à cohabiter. Les acteurs politiques mettent alors, en place des stratégies visant à rétablir une « cohérence intérieure » (Smith 1971, 237-238) (1). La transition politique en Europe postcommuniste est inédite au regard des transitions des 18^{ème} et 19^{ème} siècles par la nécessité de concilier un autre facteur : l'europanisation (2).

LA STRATÉGIE DU RÉFORMATEUR POUR CONCILIER HÉRITAGE COMMUNISTE ET IDENTITÉ NATIONALE

Dans ses travaux étudiant la transition d'un régime traditionnel à un État scientifique, A.-D. Smith observe trois stratégies de conciliation interne de la double légitimité. Il dresse alors trois idéaltypes. Nous transposons ses travaux dans le cadre particulier de l'Europe postcommuniste. Le régime communiste antérieur correspond alors à la communauté traditionnelle archaïque et le nouveau régime indépendant à l'État scientifique et moderne. Notre attention se focalise uniquement sur les stratégies de conciliation entre l'héritage communiste *traditionnel* et la mise en place d'un régime indépendant et nationaliste *moderne*.

La première stratégie est celle des néo-traditionnalistes qui opèrent une sorte de repli vers l'orthodoxie traditionnelle. Selon eux, la seule vérité est celle révélée et elle ne peut donc pas être contestée par les progrès de la science. Il ne s'agit pas d'un rejet en bloc de l'État scientifique au profit d'un obscurantisme religieux mais une réappropriation des éléments jugés les moins dangereux de l'État scientifique afin de les faire coïncider avec les valeurs traditionnelles. Cette stratégie est « vouée à l'échec » (Smith 1981, 97-98), selon A.-D. Smith, car intenable dans la pratique en raison de l'impossibilité de concilier la double légitimité interne. En effet, les deux sources de pouvoir entrent perpétuellement

en contradiction et les gouvernements n'ont pas d'autres solutions que de chercher continuellement de nouvelles méthodes de conciliation. Le régime bien trop instable ne peut tenir que s'il se mue en un autoritarisme soutenu par des forces de l'ordre et une armée puissantes et soumises au pouvoir. La stratégie néo-traditionaliste correspond aujourd'hui aux États islamiques qui tentent de concilier l'État scientifique avec des applications rigoristes de la Charia.

La deuxième stratégie repérée par A.-D. Smith est celle des assimilationnistes, à l'opposé de celle des néo-traditionalistes. Pour les assimilationnistes, Dieu est rendu totalement impuissant par l'État scientifique. Ainsi l'allégeance doit être transférée du premier vers le second, seul capable de fournir de véritables réponses aux problématiques des Hommes, réponses débarrassées de toutes dimensions mystiques.³ Cette stratégie résolument tournée vers l'avenir n'est pas dénuée de calculs personnels. Bloquant définitivement les sources possibles de pouvoirs, les assimilationnistes assurent leurs privilèges et domination. Si cette stratégie de rationalisation de la vie publique semble être un succès dans le monde Occidental, elle n'a pas pu être reproductible dans le reste du monde. En effet, y compris dans les régimes communistes, exemples de cet idéaltype stratégique, l'État scientifique bute sur les résistances archaïques. Les assimilationnistes déçus de leur échec doivent élaborer d'autres stratégies pour justifier leur maintien au pouvoir.

C'est la troisième stratégie de conciliation qui nous intéresse particulièrement dans le cadre de la transition postcommuniste. A.-D. Smith la nomme réformiste. Elle a vocation de concilier traditionalisme et modernité. Le principe de cette stratégie est de reconnaître les « deux sources jumelles de l'autorité, l'Ordre divin et l'État scientifique » (Smith 1971, 243-244). A.-D. Smith met en garde, il ne s'agit de réformer l'ordre traditionnel pour éviter son effondrement mais de le remodeler afin qu'il s'articule avec la modernité. Les réformistes s'inscrivent dans une démarche évolutionniste. Désormais « Dieu œuvre dans le monde [à travers] l'État scientifique » (Smith 1971, 246).

Lors de la transition politique dans années 1990, le communisme est fermement ancré dans la culture politique des États nouvellement indépendants. Cette tradition⁴ fait face à la contestation nationaliste, un des facteurs de la chute du communisme dans la région. Les dirigeants réformistes s'emploient à concilier cet héritage et les revendications

3 Nous retrouvons ici l'influence des travaux de Max Weber relatif au désenchantement du monde. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1904)

4 Ici, nous sommes dans la configuration particulière de la tradition inventée telle que définie par Hobsbawm et Ranger. Hobsbawm, E. et Ranger, T. (2012) *L'invention de la tradition*, Paris, Amsterdam Éditions.

nationalistes. Les régimes communistes ont étouffé les identités nationales sous cette idéologie. En URSS, la Pérestroïka et la Glasnost ont permis le réveil de ces identités. Il faut désormais contenir et domestiquer le mouvement de révolte dans un État où les communistes sont encore très présents. De plus, certains des nouveaux dirigeants sont eux-mêmes issus du Parti communiste. C'est le cas par exemple de S. Milošević en Serbie, d'Ion Iliescu en Roumanie ou d'Alexandre Loukachenka en Biélorussie. D'autres accèdent plus tard au pouvoir, après avoir pris suffisamment de temps pour faire oublier leur passé communiste. Peter Medgyessy, chef du gouvernement de Hongrie de 2002 à 2004 fut Ministre des finances en 1987 avant de devenir Vice-président du Conseil des Ministres jusqu'en 1990.

Ceci correspond à l'un des principaux obstacles que rencontrent les réformistes. Selon A.-D. Smith, les élites de l'ancien régime résistent au changement. Toutefois, l'opposition porte davantage sur des questions de pouvoirs qu'idéologiques. L'ancienne élite profite de son expérience et de sa connaissance de ses rouages pour se maintenir. Dans leur chapitre dans l'ouvrage de 1992 *Cet étrange post-communisme*, George Mink et Jean-Charles Szurek s'intéressent aux résistances de la nomenklatura dans la transition politique. Ils la considèrent au sens large c'est-à-dire comme une élite « qui, à partir de privilèges et de positions de pouvoir dans l'ancien régime, a su trouver pour elle-même une assise économique privée, voire capitaliste » (Mink et Szurek, 1992, 69). Si leur étude porte sur les entrepreneurs et les élites économiques, elle s'applique également aux élites politiques.

C'est ici qu'apparaît le deuxième obstacle rencontré par les réformistes : la « démarcation » (Smith 1971, 271). Les stratèges s'interrogent pour déterminer dans quelle mesure l'ancien régime peut être réformé sans pour autant perdre sa substance. Autrement dit, quel est le degré de réforme maximal possible pour opérer une transition politique sans pour autant prendre le risque de faire s'effondrer les privilèges acquis. Dans le cas de l'Europe postcommuniste, la nomenklatura met en place des stratégies grâce auxquelles elles se présentent comme tenantes de la modernité, du nationalisme et du capitalisme, tout en s'assurant de conserver le système de privilèges créé par les régimes communistes. L'équilibre est tenu dans une période de contestations. L'une des solutions la plus répandue est la commutation de communiste à socialiste. Certains hommes politiques expriment une sorte de repentance de leur ancienne appartenance politique en quittant le parti communiste pour fonder de nouveaux partis, socialistes. Ce changement est d'autant plus aisé par la vague de démocratisation et de libération de la scène politique. Sous les

régimes communistes, les gouvernements donnent une illusion de liberté politique en autorisant plusieurs partis politiques. Ils demeurent sous leur coupe et n'entrent en scène que lors des élections semi-concurrentielles. Une fois les scrutins clos et les candidats communistes (ré)élus, ces candidats de paille n'exercent aucune opposition politique, ils ne sont que des acteurs d'un cérémonial démocratique chimérique. Jacques Rupnik résume la situation, non sans humour « sous le régime communiste, les élections, dont le seul enjeu était de savoir si le parti allait franchir ou non la barre des 99%, correspondaient à une conception de la vie politique inspirée de l'idéal olympique du baron de Coubertin : l'important n'est pas de gagner [*les élections*] mais de participer » (Rupnik 1992, 56). En 1990, partout dans la désormais ex-Europe de l'Est se tiennent des élections, pour la première fois libres.⁵ De nouveaux clivages identitaires apparaissent dans la société. Chaque composante de la société qui s'est vue interdit le droit de s'exprimer durant les décennies communistes souhaite s'affirmer et faire reconnaître ses droits. Le nationalisme, acteur majeur de la chute du communisme, devient l'ennemi de la stabilisation de la transition démocratique. Ces élections sont très encadrées afin de créer une situation favorable au succès de la transition démocratique. Ainsi, les représentants les plus modérés de l'ancien régime et de tenants de la transition en négocient les règles lors de tables rondes. Cette nécessité d'imposer des règles s'illustre par la brève histoire du *Parti polonais des amis de la bière* (PPPP). Fondé en 1990 par l'humoriste Janusz Rewiński en 1990, ce parti satirique se veut le promoteur de la dégustation de la bière à la place de la vodka responsable d'un alcoolisme galopant. L'avenir incertain de la transition démocratique conduit des Polonais à accorder du crédit PPPP qui se dote d'un programme politique. Il devient d'ailleurs l'un des symboles de la liberté de réunion. Lors des élections de 1991, seize candidats du PPPP entrent à la Sjem. Le parti n'a plus rien de satirique. Dès la campagne législative de 1991, des tensions apparaissent et il finit par exploser. Deux nouvelles factions émergent : *la Grande Bière* et *la Petite Bière*. La première poursuit sa route institutionnelle en se transformant en *Programme économique polonais*, un parti politique commun participant à la vie politique de la Pologne.

Cet exemple montre tout l'intérêt pour les communistes et leurs opposants indépendantistes à mettre en place des stratégies réformatrices afin de contenir le déferlement de liberté politique. Les négociations ont pour but de non seulement préserver les privilèges des communistes les

5 La Biélorussie est un cas encore plus particulier dans cette Europe postcommunistes. Les élections présidentielles de 1994, portant A. Loukachenka au pouvoir, sont les premières et dernières élections libres ayant eu lieu dans cet Etat.

plus modérés et d'assurer ceux des nouveaux hommes forts. Il s'agit pour eux de bâtir un nouveau régime dans lequel peuvent cohabiter une partie de l'héritage communiste et des novations démocratiques. Il n'est pas question, contrairement aux deux autres stratégies que l'une des deux sources de légitimité écrase l'autre mais bien de trouver une solution consensuelle.

Si un point d'équilibre peut être trouver dans certains États, il est souvent menacé par le troisième obstacle à la stratégie réformatrice dégagé par A.-D. Smith : le rythme.

UNE TENTATIVE DE CONCILIATION INTERNE PARASITÉE PAR UNE EUROPÉANISATION TROP RAPIDE

Le troisième écueil rencontré par les réformistes est celui du rythme de la réforme. Cette dernière demande des transformations rapides et efficaces alors que l'ancien régime, déjà installé, s'inscrit dans une logique de continuité sur le long terme. Les réformistes deviennent des maîtres du temps conciliant ces deux rythmes antinomiques.

La transition postcommuniste en Europe est un cas particulier puisqu'au rythme des communistes et à celui des réformateurs s'ajoute celui de l'eupéanisation. Cette dernière accélère le processus et le brouille encore plus. Beaucoup d'États de la région s'engagent très rapidement dans le processus démocratique afin d'adhérer à l'Union européenne. En quelques années, ils remplissent toutes les exigences institutionnelles nécessaires à l'entrée dans l'Union européenne.

La première mention de la transition démocratique apparaît en 1959 sous la plume de Seymour Martin Lipset (Lipset 1959). La transitologie se développe dès les années 1970 jusque dans les années 1990 et se concentre d'abord sur l'Amérique latine puis sur l'Europe postcommuniste. Les auteurs œuvrent à la modélisation d'un processus de démocratisation universel à partir de ces deux expériences. Ils émettent des hypothèses au regard de l'Amérique latine et justifient leur opérabilité en Europe. Si le protocole scientifique, *a priori* largement inspiré des sciences dures, est satisfaisant dans sa formulation, il en est autrement dans la pratique. La transposition de l'expérience de l'Amérique latine à l'Europe postcommuniste est faussée dès le départ de l'expérience. L'origine même des transitions dans ces deux régions est différente. En Amérique latine, les États-nations sont déjà indépendants au moment de la transition alors qu'ils sont intégrés dans des ensembles communistes multinationaux en Europe. Ainsi, dans le deuxième cas s'ajoute à la démocratisation, l'indépendance nationale. En effet, la transition issue

de la chute du communisme suppose également une lutte culturelle et identitaire.⁶ Les nouveaux États-nations partent en quête de leur *volk* débarrassé de l'influence communiste. Ceci entraîne un processus transitionnel différent de ceux de leurs prédécesseurs d'Amérique latine. La lutte nationale recouvre celle pour l'égalité des droits, égalité déjà présente dans l'imaginaire collectif de la région par le travail de propagande communiste.

Une autre différence majeure, dès l'origine de la transposition, est la sensibilité à la conception négative du communisme en Occident. Les politistes partent du postulat que la pratique du communiste est uniforme dans la région or elle prend des formes différentes (soviétisme, stalinisme, titisme, *hoxhaïsme*...).

De cette question de la nuance découle un autre écueil, celui de la partialité des travaux. Guy Hermet (Hermet 2001) souligne que les travaux en transitologie s'intéressent uniquement à l'Amérique latine et à l'Europe postcommuniste, ignorant des démocratisations majeures comme celle de l'Espagne post-franquiste ou en Afrique.⁷ L'oubli de l'Afrique s'explique en partie par l'occultation systématique des échecs de la démocratisation dans les études transitologistes. Ainsi, la transition est uniquement envisagée comme le passage d'un système autoritaire à un système démocratique. L'histoire montre qu'une démocratisation réussite est toujours précédée de tentatives avortées et de retours en arrière.

Ce dernier point conduit à la critique d'un autre courant d'analyse corolaire à la transitologie : la « consolidologie » (Schmitter et Karl 1991) qui entend mesurer la force et la durabilité de la transition démocratique. Comme la transitologie, la consolidologie est bâtie sur les expériences de l'Amérique latine et se mesure à l'aune des vieilles démocraties Occidentales. Elle a néanmoins le mérite d'intégrer la notion d'échec. Cette uniformité et ce manichéisme des résultats faisant de la démocratie la seule voie envisageable, tuent par essence toute imagination politique. La transitologie et la consolidologie supposent que les 19^{ème} et 20^{ème} siècles ont épuisé l'imaginaire des possibles en matière de régimes politiques. La chute du communisme en Europe offrirait une victoire incontestable à la démocratie. Ces deux courants d'analyse sont ancrés dans l'euphorie de leur époque et s'inscrivent dans le cadre de la Guerre froide et de ses lendemains. Ils sont construits par des scientifiques du Bloc de l'Ouest convaincus de la supériorité de la démocratie sur les

6 Voir la deuxième partie.

7 Maurice est en 2019, le seul État africain noté « démocratie pleine » au classement EIU. <https://www.agenceecofin.com/gouvernance-economique/2301-73079-classement-2019-des-pays-africains-les-plus-democratiques-selon-leiu>

autres formes de régime. Ils omettent alors une donnée cruciale dans l'installation d'un nouveau régime : le temps.

L'Union européenne ne ménage pas ses efforts pour aider l'Europe postcommuniste à se mettre en conformité avec ses standards. Le programme PHARE est l'un des symboles de cet encouragement à l'eupéanisation à grande vitesse. Il a vocation à aider les États nouvellement indépendants à se restructurer et à adapter, d'abord leur économie puis leurs institutions aux standards européens, en vue de l'adhésion. À l'origine destiné à la Hongrie et à la Pologne, les deux candidats les plus crédibles en vue d'une adhésion rapide, il est étendu à l'ensemble des États du centre de l'Europe et de la Baltique. La transition politique teintée de nationalisme et de recherche identitaire se transforme alors en eupéanisation. Seuls deux issues s'offrent aux États post-communistes : l'intégration à l'Union européenne ou l'isolement. Seuls la Biélorussie et l'Europe du sud-est empruntent dans les années 1990, une autre voie que celle de l'Union européenne. Cette logique d'eupéanisation rapide s'inscrit parfaitement dans le paradigme diffusionniste. En effet, les États postcommunistes préfèrent suivre les chemins tracés par l'expérience de l'Europe Occidentale en choisissant dans son catalogue d'organisation institutionnelle (régime présidentiel ou parlementaire, mono ou bi caméralisme, rédaction des Constitutions...), plutôt que d'essayer d'inventer leur propre modèle. À l'époque, cette décision s'avère payante puisque les États qui font le choix de se détourner de ces modèles s'engagent dans des années de troubles politiques et sociaux. La Biélorussie d'A. Loukachenka et la Serbie de S. Milošević en sont des exemples. Les deux présidents s'opposent à un rapprochement avec l'Union européenne et entraînent leur État sur la voie autoritaire ouvrant une période d'instabilité.

Cette logique du temps court, confirmée par la consolidologie, induit que le processus de démocratisation doit se faire sur un laps de temps restreint pour ne pas se terminer en échec. Cette rapidité du processus explique le focus sur les réformes institutionnelles au détriment de l'éducation des populations à la démocratie. Une contradiction fondamentale est au cœur de la démocratisation puisqu'elle s'intéresse uniquement à l'installation institutionnelle durable de la démocratie, à l'« habitation » (Rustow 1970) à celle-ci. Les expériences postcommunistes montrent qu'un processus démocratique ne peut pas être considéré comme une habitation que par le prisme des institutions. Ceci est d'autant plus vrai au regard des critères d'évaluation que sont les standards de l'Europe Occidentale, forgés sur au moins deux siècles de tâtonnements et de revirements démocratiques. Au moment de l'ouverture de l'Union

Européenne aux États postcommunistes, ces derniers sont au mieux des « semi-démocraties » (Hermet 2001, 286).

Les effets pervers de l'eupéanisation rapide surgissent au début des années 2010 sous la forme du basculement illibéral. La Hongrie, pourtant bonne élève de la transition démocratique, en accordant le pouvoir à Viktor Orban devient le fer de lance de la contestation illibérale des fondements européens de la région.

Le nationalisme autrefois étouffé par les régimes communistes puis brimé par l'eupéanisation, n'a pas été domestiqué par les régimes démocratique. Il profite des troubles causés par la crise financière de 2008 pour révéler les défaillances de la transition et les échecs de la stratégie réformiste.

M. HROCH : DE PETITES NATIONS AUX MOUVEMENTS NATIONALISTES VECTEURS D'ILLIBÉRALISME

L'historien tchèque Miroslav Hroch est l'un des spécialistes de la fondation et de la diffusion des mouvements nationalistes. Il centre ses travaux les mouvements nationalistes qui éclosent en Europe au 19^{ème} siècle. De ces études très approfondies, il entend dégager des lois générales guidant l'évolution des nations.⁸ Imprégné des théories marxistes, il s'intéresse aux évolutions structurelles et aux rapports de domination au sein de la communauté nationale, tout en concevant le nationalisme comme un acteur d'un processus complexe et évolutif mettant en scène diverses classes sociales. Dans un article de 1998 (Hroch 1998, 58-63), M. Hroch précise que son étude sur les caractères des petites et des grandes nations n'est pas faite de façon analogique.⁹ Il blâme les scientifiques actuels qui font du modèle Occidental et particulièrement français, le mètre-étalon de la formation de la nation, réhabilitant de la sorte la typologie de H. Kohn (Kohn 2005). Les nations européennes ne se développent pas selon un mais deux processus différents. De ce fait, le dessein national postcommuniste n'est ni une exception ni une déviance au modèle Occidental. Il est le résultat d'un enchaînement historique et contextuel propre à la région et à chaque communauté. De ces spécificités nationales découlent plusieurs traits communs à l'ensemble des revendications nationales dans la région.¹⁰ Cependant, il

8 Cette pensée très complexe est mise en schéma explicatif par Antoine Roger. Roger, A. (2001) *Les grandes théories du nationalisme*, Paris, Armand Colin, p. 41- 57

9 Affirmant ceci, M. Hroch rejoint G. Hermet dans ses critiques de la transitologie et de la consolidologie. Tous deux s'opposent au paradigme diffusionniste.

10 M. Hroch en dénombre huit.

rappelle qu'« on ne peut en effet oublier que, outre les caractéristiques déclinées plus haut, que nous retrouverons *grosso modo* dans tous les mouvements nationaux, tous ces mouvements possédaient une spécificité conditionnée par l'Histoire » (Hroch 1998, 61).

Selon M. Hroch, le nationalisme s'inscrit dans le cadre d'un combat entre une classe dominante, parfois allogène, en perte de puissance et une classe de dominés menée par une bourgeoisie en plein essor économique. Cette situation n'est pas sans rappeler la France de 1789, et pour cause M. Hroch s'intéresse particulièrement à l'époque des débuts du capitalisme et des premières Révolutions bourgeoises et industrielles.

Cette grille de lecture peut parfaitement s'appliquer à la transition démocratique de la fin des années 1990. Il faut néanmoins moderniser le vocabulaire pour qu'il éclaire notre sujet. En conséquence, la « classe dominante », aristocratique qui détient le pouvoir, devient « l'élite politique communiste », la nomenklatura. La classe dominée bourgeoise, locale qui mène la révolte est la « bourgeoisie nationale ». Dans le contexte du début des années 1990, la lutte s'engage entre les tenants du maintien du régime en place et les bourgeois nationaux locaux qui réclament leur part de pouvoir en raison de leur origine et de la lente agonie du monde communiste. Deux élites entrent en concurrence pour obtenir le soutien du peuple afin légitimer leur statut respectif. En effet, comme le rappelle souvent Eric Hobsbawm (Hobsbawm 1968), le peuple n'apparaît que très peu dans les analyses historiques et politiques. La lutte menant au succès ou à l'échec du mouvement nationaliste est avant tout une démarche de séduction de la masse. Toujours oubliée car ce n'est pas elle qui rédige le « roman national », elle est pourtant celle qui décide des vainqueurs et des vaincus.

Lors de la transition politique en Europe postcommuniste, le capitalisme est, certes, au cœur des débats puisqu'il va de pair avec la démocratie mais il ne faut pas non plus oublier l'importance du nationalisme. La question du retour de la nation comme mode de structuration de la communauté est fondamentale.

Les mouvements nationalistes qui apparaissent à ce moment-là fondent ce que M. Hroch nomme des « petites » nations. Ceci leur confère des couleurs et devenirs particulier (1). La superposition de l'eupéanisation à ces mouvements nationalistes conduit au début des années 2010 à une perte de contrôle de ces derniers permettant l'émergence de l'illibéralisme (2).

DES MOUVEMENTS NATIONALISTES ŒUVRANT DANS DE PETITES NATIONS EN TRANSITION

Dans son ouvrage de 1985, M. Hroch s'intéresse particulièrement à la naissance des mouvements nationalistes (Hroch 1985). Un tel mouvement apparaît lors de la survenue d'un aléa historique¹¹ qui conduit la communauté à prendre conscience d'elle-même et à revendiquer le droit d'être gouvernée par des personnes qui lui ressemblent, issues de cette communauté.¹² Le mouvement nationaliste naît de la prise de conscience du décalage entre la « nation objective » et la « nation subjective » c'est-à-dire du décalage entre la nation telle qu'elle est en réalité (nation objective) et la nation telle que ses membres se la représentent (nation subjective). L'objectif du mouvement nationaliste est de faire coïncider ces deux perceptions de la nation. Partant de ce constat historique, M. Hroch dégage deux idéaltypes de nations, « petites » et « grandes », dans lesquels les mouvements nationalistes ne s'épanouissent pas de la même façon. La qualification de la nation dépend de sa structure sociale découlant de l'identité de la classe possédante. Classiquement, M. Hroch détermine trois classes sociales : « la bourgeoisie », « la paysannerie » et « la classe possédante ». Dans une grande nation, la structure sociale, est dite « complète » lorsque les trois classes appartiennent à la même communauté nationale. Ainsi, la lutte entre la bourgeoisie et la noblesse n'est pas teintée de revendication identitaire. La bourgeoisie mène un combat, au nom du peuple en vue d'obtenir un régime égalitaire et démocratique. Le fondement du mouvement nationaliste est de battre en brèche les privilèges accordés à la noblesse en raison de sa naissance et de son sang. Finalement, le nationalisme est bridé par le combat en faveur des droits et libertés fondamentaux. Le projet de la bourgeoisie rencontre un succès auprès de la paysannerie et la noblesse est rapidement renversée afin de bâtir un nouveau régime d'essence démocratique et bourgeoise. Ce scénario correspond parfaitement à la Révolution française, mais pas la transition postcommuniste.

En effet, c'est bien le cas des petites nations qu'il faut transposer à notre sujet. Ici, la structure sociale est incomplète. Au contraire des grandes nations, la noblesse possédante est allogène. Dans le cadre de l'Europe postcommuniste, la noblesse allogène correspond à la

11 M. Hroch ne s'attarde pas ce point. Nous considérons comme « aléa historique » un évènement de suffisamment grande ampleur pour conduire au bouleversement d'une société entière. Il peut aussi bien s'agir d'un évènement humain que naturel.

12 Nous retrouvons ici la définition de la nation de John Stuart Mill et du nationalisme de Guy Hermet. Mill, J. S. (1962) *Considerations on representative government*, South Bend, Gateway Editions. Hermet, G. (1996) *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris, Le Seuil

nomenklatura, la bourgeoisie à l'élite nationaliste et la paysannerie au prolétariat.¹³ L'extranéité de la nomenklatura qui même d'origine locale se définit avant tout comme communiste, est le point de départ de cette trajectoire différente des grandes nations. S'instaure alors un véritable rapport de hiérarchie entre les classes fondé sur l'identité : les ressortissants de la petite nation qu'ils soient membres de la bourgeoisie ou du prolétariat forment une « nation opprimée » et la classe possédante une « nation dominante ». Il est intéressant de remarquer que M. Hroch se réapproprie la terminologie de Karl Marx, en substituant « classe » à « nation ».

Dès lors, les revendications de la bourgeoisie ne peuvent pas se limiter une égalité de droits, mais se combinent avec des revendications identitaires. L'objectif est de remplacer une classe allogène par une classe nationale. La revendication « ne prend pas la forme d'une agitation mais aussi celle d'un combat des patriotes pour doter la nation des attributs qui manquent à la pleine existence nationale » (Hroch 1985, 6). Ainsi, rapidement, la lutte pour les droits et libertés devient l'accessoire du nationalisme. La bourgeoisie s'engage dans un combat revendicatif, pouvant être violents, auquel le prolétariat n'est *a priori* pas toujours sensible (Hroch 1993, 12). En plus de sa lutte contre la nomenklatura, elle met en place des stratégies afin de convaincre ce dernier de rejoindre sa cause.

L'aléas historique qu'est la chute du communisme dans la région permet la prise de conscience des défaillances de ces régimes. En URSS, la catastrophe de Tchernobyl est l'un des événements révélateurs de cette situation. En RFSY, la découverte la situation économique suite à la disparition de Tito, remet en cause l'autogestion et ébranle profondément les fondements de du système. Tels les hommes de la Caverne de Platon, le peuple prend conscience de l'illusion dans laquelle il vit. La légitimité des régimes communistes se délite. Les mouvements nationalistes en proposent. Toutefois, ils ne suivent pas le chemin des grandes nations pour deux raisons : la structure sociale est incomplète, nous l'avons vu mais aussi parce que le communisme a réglé le problème de l'égalité. G. Hermet, dans son article critiquant la transitologie et la consolidologie, explique que contrairement à l'Amérique latine, l'Europe postcommuniste ne s'engage pas dans une lutte contre les inégalités (Hermet 2001, 297-298). En effet, les régimes communistes par leur travail d'uniformisation des modes vies ont su créer un sentiment d'égalité. La transition postcommuniste est davantage perçue comme un

13 Pour des raisons de clarté, nous privilégions dans nos développements les termes correspondant à la transition postcommuniste.

mouvement de réformes économiques que démocratiques menaçant les possibilités d'ascensions sociales et de bien-vivre. L'égalité promise par les régimes communistes produit un sentiment démocratique. Ainsi, les mouvements nationalistes postcommunistes sont des replis identitaires pour tenter de contrer les conséquences des réformes vers l'économie de marché.¹⁴

Bien que fondés sur des revendications similaires, ils empruntent des chemins différents sur le terrain. Certains comme en Tchécoslovaquie avec la Révolution de Velours se déroulent dans le calme. D'autres, comme en RFSY s'accompagnent de violences et se transforment en guerres manipulant les sentiments identitaires. M. Hroch prévoit ces trajectoires différenciées dans ses travaux (Hroch 1985, 23-27). Il repère quatre types de mouvements nationalistes et de petites nations résultant de la combinaison du niveau de développement du capitalisme (deux stades¹⁵) et du niveau d'intensité de l'activité nationale (trois phases¹⁶). Schématiquement, en Europe postcommuniste émergent deux types de mouvements nationalistes : intégrés et insurrectionnels.

Les mouvements intégrés sont définis comme ceux où la massification du mouvement nationaliste indépendantiste et au renversement de la nomenklatura sont concomitants. Cette synchronisation permet une transition plus paisible et un départ concerté de la nomenklatura. La frange la plus modérée de cette dernière participe alors à la transition politique en siégeant aux Assemblées constituantes. Nous retrouvons ici la stratégie réformiste d'A.-D. Smith. Les mouvements nationalistes intégrés sont assez proches de la trajectoire des grandes nations.

En RFSY, les mouvements nationalistes relèvent davantage de la catégorie insurrectionnelle. D'ailleurs M. Hroch range déjà les Balkans dans cette catégorie lors de la Révolution industrielle. Dans ce cas, la phase de massification du mouvement nationaliste a lieu alors de que les structures anciennes sont toujours en place. Le sentiment national se diffuse très tôt dans le peuple, et n'a pas le temps de se structurer. Le cas de la Serbie lors de la prise de pouvoir de S. Milošević est un exemple

14 En URSS, le chômage est décrété avoir disparu depuis 1930, il réapparaît dans les années 1990 suite à la chute du régime.

15 Le premier stade correspond aux débuts du capitalisme. La bourgeoisie prend conscience qu'elle est victime d'une oppression et se met en ordre de marche. Le deuxième stade correspond à l'épanouissement de la société capitaliste. La bourgeoisie est sortie vainqueur de son combat et l'ancienne structure sociale a disparu.

16 La phase A est celle de l'« intérêt académique » et ne dépasse pas les travaux universitaires. La phase B est celle de l'« agitation nationale » conduisant à la récupération et la mise en mouvement des travaux universitaires sous forme de programmes politiques. La phase C est celle du « mouvement nationaliste de masse durant laquelle la population prend part au mouvement nationaliste.

de ceci. Il prend le pouvoir alors que la Ligue communiste tente de se restructurer. La diffusion opportune du *Mémoire de l'Académie des Sciences* en 1986 est l'occasion de réveiller un nationalisme latent dirigé contre le pouvoir. Le mouvement nationaliste devient incontrôlable et irraisonnable conduisant aux guerres sanglantes des années 1990.

DES MOUVEMENTS NATIONALISTES IDENTITAIRES BASCULANT VERS L'ILLIBÉRALISME

L'illibéralisme est une notion encore complexe à saisir aujourd'hui. Elle est popularisée à la fin des années 1990 sous la plume du journaliste Fareed Zakaria. Il la définit comme « une démocratie sans libéralisme constitutionnel qui produit des régimes centralisés, l'érosion de la liberté, des compétitions ethniques, des conflits et la guerre » (Zakaria 1998). Très large et floue, cette définition est désormais contestée par les chercheurs qui s'emploient à l'affiner. Les juristes spécialistes en droit constitutionnel s'en détournent même. Selon eux, l'illibéralisme tel que perçu par F. Zakaria repose sur un paradoxe. D'un point de vue théorique, la démocratie illibérale est un oxymore (Jouanjan 2019). La démocratie est par essence libérale, si un régime n'est pas libéral alors ce ne peut pas être une démocratie. Toutefois, des auteurs comme Carl Schmitt (Schmitt 1993) ont pu développer une philosophie politique et constitutionnelle du populisme démocratique, autrement dit de la « démocratie illibérale ». Il met en scène les conflits entre le principe démocratique et le principe libéral de l'État de droit dans le système démocratique libéral. Cette opposition est purement politique au sens *schmittien*, puisque l'État de droit, libéral, n'est pas seulement l'autre de la démocratie, il en est aussi l'ennemi. La neutralité « libérale-bourgeoise » n'existe pas selon C. Schmitt, car elle est ennemie de la démocratie. Dès lors, selon Schmitt, si la vraie démocratie est politiquement et constitutionnellement opposée au libéralisme, elle ne peut qu'être illibérale.

Penser l'État de droit démocratique revient finalement à penser contre C. Schmitt (Mouffe 1992, 83-96). Ernst-Wolfgang, Böckenförde, « schmittien libéral » tente justement d'appréhender l'État de droit démocratique du point de vue de la théorie constitutionnelle. Il cherche à penser un constitutionnalisme issu de la *Loi fondamentale allemande* de 1949, combinant État de droit, démocratie et État social. Dans *Démocratie et représentation* en 1983, E.-W. Böckenförde (Böckenförde 1983; Böckenförde 2000) explique que le concept d'une pure démocratie n'est pas possible pour des raisons pratiques, mais également théoriquement inconstructible.

Nous laisserons de côté la théorie constitutionnelle pour définir l'illibéralisme comme une pratique du pouvoir par laquelle le politique prive délibérément certains de ses ressortissants de leurs droits et libertés fondamentaux. Cette pratique cible particulièrement les minorités qu'elles soient politiques, ethniques, religieuses ou sexuelles ; les femmes et principalement leur émancipation du patriarcat ainsi que toutes formes de contre-pouvoirs : médias, intellectuels, les associations...

L'europanisation rapide des États postcommunistes finit par contenir les mouvements nationalistes de type intégré. La promesse de rejoindre rapidement l'Union européenne conduit toutes les forces politiques et idéologiques à modérer leurs discours et à unir leurs forces dans ce processus. Grâce à ce travail de mise à niveau, les premières adhésions ont lieu en 2004, soit à moins de quinze ans après la chute du communisme. Seule l'Europe du sud-est, meurtrie par les guerres, reste à la porte de l'Union européenne.¹⁷

Cette adhésion rapide est économiquement bénéfique aux États postcommunistes. Les aides de l'Union européenne sont une aubaine pour consolider la transition vers l'économie de marché et offre de nouvelles débouchées commerciales. La perte du marché communiste est compensée par le marché européen.

Néanmoins, la lune de miel entre les deux parties de l'Europe tourne court. Trois nouveaux aléas historiques changent la donne et réveillant et renforçant le nationalisme. Le premier évènement est la crise financière de 2008. Durant cette période, les États postcommunistes souffrent énormément et ont le sentiment d'être abandonnés par l'ex Europe de l'Ouest. En effet, les décisions, visant davantage à sauver le système financier qu'aider les États, sont prises quasiment unilatéralement par le couple franco-allemand. Un sentiment de déclassement apparaît en Europe postcommuniste, sentiment de ne pas avoir de pouvoir et que finalement l'adhésion à l'Union européenne ne se traduit pas par une meilleure insertion dans le concert international. Comme à l'époque communiste, ces États ne sont pas consultés lors de la prise de décisions importantes et n'ont d'autres rôles que d'appliquer les consignes venues d'en haut. Dès lors, un repli identitaire resurgit et cette fois-ci, il n'est pas bridé par la promesse européenne. L'arrivée au pouvoir de V. Orbán en Hongrie en 2011 est symptomatique de ce sentiment. Le nouveau Premier ministre ne cache pas son aversion pour l'Union européenne et

17 La Slovénie est une exception, peu touchée par les guerres des Balkans et dotée d'une économie solide, elle adhère à l'Union européenne en 2004. La Croatie est la première des belligérants des guerres des années 1990 à faire son entrée dans l'Union européenne. La France fait aujourd'hui obstruction à l'adhésion des autres États des Balkans. <https://www.franceculture.fr/geopolitique/les-balkans-occidentaux-sont-ils-les-bienvenus-dans-lunion-europeenne>

son programme affiche clairement sa préférence nationale. Cependant, ce mouvement de critique radicale de l'Union européenne se manifeste d'abord en Pologne grâce aux succès électoraux du parti *Droit et Justice* en 2005. Il est majoritaire à la Diète de 2005 à 2007 avant de porter à la présidence de la république A. Duda en 2015. Fermement nationaliste, *Droit et Justice* ne souhaite plus que la Pologne abandonne des parts de sa souveraineté à l'Union européenne. Adoptant des principes ultra-conservateurs, accordant une place importante à la religion, la Pologne d'Andrzej Duda entame une vaste réforme institutionnelle afin de limiter les droits et libertés. Ces réformes liberticides tant en Pologne qu'en Hongrie sont contrebalancées par d'autres économiques et sociales en faveur des plus démunis. Le populisme, axé autour d'une dimension sociale, est l'une des armes majeures de ces régimes pour faire accepter ces restrictions de libertés.

Ce réveil du nationalisme, ici défini comme « fermé » selon Michel Winock est renforcé par deux autres aléas historiques : la crise de migrants de 2015 et celle de la Covid depuis 2020 (Winock, 1990). Ce nationalisme est l'occasion de remettre en cause si ce n'est l'adhésion à l'Union européenne au moins à ses principes fondateurs. Le nationalisme conservateur qui surgit à partir de la deuxième partie des années 2000 s'oppose au libéralisme européen. Il ne s'agit pas uniquement d'une opposition au libéralisme économique mais surtout à l'État de droit. Ces États qu'ils soient membres de l'Union européenne ou candidats comme la Serbie s'emploient à mettre un frein à la protection des droits et libertés. Ce n'est pas la démocratie en tant que régime politique qui est combattu ici mais bien son expression par l'État de droit. Il est à la fois la condition à la formation de la volonté démocratique, mais également sa limite en vue de la protection des droits et libertés individuelles. La démocratie « immédiate-identitaire » populiste, qui serait la fusion du peuple et du pouvoir ne peut être que « fallacieuse » (Dubout 2021). C'est bien l'État de droit qui garantit l'aspect libéral de la démocratie.

La fusion de cette crise du libéralisme européen, du nationalisme identitaire et du populisme donne naissance à une nouvelle pratique du pouvoir : l'illibéralisme. Revendiqué par un dirigeant comme V. Orbán, l'illibéralisme se répand rapidement en Europe postcommuniste suite à la crise de 2008 et se nourrit des crises de 2015 et 2020.

Cette explosion illibérale est révélatrice de l'échec de la « greffe démocratique » (Mény 1993, 7-38) en Europe postcommuniste. Le nationalisme étouffé par l'euphorie à grande vitesse n'a pas permis aux États de s'approprier leur nouvelle indépendance. Ils sont schématiquement passés de l'imposition du modèle communiste à celle

du modèle européen. Ils n'ont pas eu le temps de réfléchir à leur avenir ni de bâtir des institutions et régimes qui leur ressemblent. Le nationalisme a dû s'adapter aux standards européens et non l'inverse, au risque de perdre une partie de son identité. L'Europe postcommuniste n'au eu ni le temps de digérer son expérience communiste ni l'intégration européenne en 2004.

Ceci montre la fragilité de la transition démocratique et soutient les critiques au paradigme diffusionniste, à la transitologie et à la consolidologie. La crise de 2008 et celles qui suivent démontrent d'une part, l'importance du temps dans un processus de transition, et d'autre part, celle de la culture. Habitée à sa démocratie et certaine de la supériorité de son modèle l'Europe Occidentale oublie toute la période de maturation qui lui a été nécessaire pour arriver là où elle en est. Elle oublie également que la construction européenne est le fruit d'une histoire et d'expériences communes. L'Europe postcommuniste a vécu d'autres expériences, notamment durant la Guerre froide, l'importation du modèle Occidental, clefs en main était un échec annoncé. L'illibéralisme met ainsi en lumière les limites de la procédure d'adhésion à l'Union européenne et la nécessité pour des États de prendre le temps de réfléchir à leur identité avant d'intégrer les institutions supranationales telles que l'Union européenne. Ce type d'intégration pour être un succès ne peut pas se faire par le haut mais nécessite une très longue période de maturation durant laquelle le peuple a le temps de s'imprégner de la philosophie supranationale. De même, une intégration ne peut se faire que si l'État parvient à domestiquer son nationalisme. L'euphorie et l'occidentalo-centrisme des observateurs et des scientifiques brouillent leur interprétation de la situation. Ne prenant en considération que le court terme dont l'objectif est l'euphorie et l'occidentalo-centrisme des observateurs et des scientifiques brouillent leur interprétation de la situation. Ne prenant en considération que le court terme dont l'objectif est l'euphorie et l'occidentalo-centrisme des observateurs et des scientifiques brouillent leur interprétation de la situation.

CONCLUSION

La transition politique en Europe postcommuniste est plus complexe et nuancée que le montrent les études réalisées sur le moment. L'euphorie et l'occidentalo-centrisme des observateurs et des scientifiques brouillent leur interprétation de la situation. Ne prenant en considération que le court terme dont l'objectif est l'euphorie et l'occidentalo-centrisme des observateurs et des scientifiques brouillent leur interprétation de la situation.

La non prise en considération de l'importance du nationalisme dans le processus de transition, hormis comme explication erronée aux guerres yougoslaves, conduit les nations nouvellement indépendantes à n'avoir ni le temps de digérer l'héritage communiste ni celui de reconstruire leur *volk*.

L'illibéralisme qui explose suite à l'enchaînement de crises que connaît l'Europe postcommuniste à partir de la fin des années 2000 est l'expression de la limite du paradigme diffusionniste. Le modèle Occidental, capitaliste et démocratique, n'est pas une finalité universelle y compris sur le continent européen. Le basculement illibéral traduit la volonté de l'Europe postcommuniste de ne plus être considérée comme une Europe de seconde zone exécutant les décisions du couple franco-allemand.

BIBLIOGRAPHIE

- Böckenförde, Ernst-Wolfgang. 1983. *Demokratie und Repräsentation. Zur Kritik der heutigen Demokratiediskussion: Schriftenreihe der juristischen Studiengesellschaft*. Hannover: Heft.
- Böckenförde, Ernst-Wolfgang. 2000. *Le droit, l'État et la constitution démocratique*. Paris/Bruxelles : LGDJ/Bruylant.
- Castellan, Georges. 2005. « Les Balkans, poudrière du XXe siècle. » *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 217 : 5-15.
- Dubout, Edouard. 2021. « Démocratie illibérale et concept de droit. » *Revue des droits et libertés fondamentaux* n°10 <http://www.revuedlf.com/droit-fondamentaux/democratie-illiberale-et-concept-de-droit/>
- Hermet, Guy. 1996. *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris : Le Seuil.
- Hermet, Guy. 2001. « Les démocratisations au vingtième siècle : une comparaison Amérique latine/Europe de l'Est. » *Revue internationale de politique comparée* vol. 8 : 285-304.
- Hobsbawm, Eric. 1968. *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*. Paris : Fayard.
- Hobsbawm, Eric, Ranger, Terence. 2012. *L'invention de la tradition*. Paris Amsterdam Éditions
- Hroch, Miroslav. 1985. *Social preconditions of nationale revival in Europe, a comparative analysis of the social composition of patriotic groups, among the smaller european nations*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Hroch, Miroslav. 1993. «From national movement to fully formed nation. » *New Left Review* n° 198: 1-20.
- Hroch, Miroslav. 1998. « Une identité indésirable: le nationalisme, un legs du communisme?. » [en ligne] *Cahiers du CE-FRES Regards communs sur l'Europe*, 58-63.

- Jouanjan, Olivier. 2019. « L'État de droit démocratique. » *Jus Politicum* n° 22 <http://juspoliticum.com/article/L-Etat-de-droit-democratique-1284.html>
- Kohn, Hans. 2005. *The idea of nationalism: a study in its origins and background*. New York: Macmillan.
- Lipset, Seymour Martin. 1959. «Some Social Requisites of Democracy, Economic Development and Political Legitimacy. » *American Political Science Review* n°53: 69-165.
- Mény, Yves. 1993. « La greffe et le rejet. Les politiques du mimétisme institutionnel. » in: Mény, Yves (ed.), *Les politiques du mimétisme institutionnel. La greffe et le rejet*. Paris : L'Harmattan, 7-38.
- Mill, John Stuart. 1962. *Considerations on representative government*. South Bend : Gateway Editions.
- Mink, Georges, Szurek, Jean-Charles. 1994. *Cet étrange post-communisme. Rupture et transitions en Europe centrale et orientale*. Paris : Presses du CNRS/La découverte.
- Mouffe, Chantal. 1992. « Penser la démocratie moderne avec et contre Carl Schmitt. » *Revue française de science politique* vol. 42, n° 1 : 83-96.
- Roger, Antoine. 2001. *Les grandes théories du nationalisme*. Paris: Armand Colin.
- Rustow, Dankwart. 1970. «Transitions to democracy: towards a dynamic model. » *Comparative Politics* n° 2 : 337-363.
- Schmitt, Carl. 1993. *Théorie de la constitution*. Paris : PUF.
- Schmitter, Philippe, O'Donnell, Guillermo. 1986. *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions About Uncertain Democracies*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Schmitter, Philippe, Karl, Lynn. 1991. «What Democracy is ...and is not. » *Journal of Democracy* n° 2 (3): 75-88.
- Smith, Anthony Douglas. 1971. *Theories of nationalism*. Londres: Duckworth.
- Smith, Anthony Douglas. 1981. *The ethnic revival*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Winock, Michel. 1990. *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*. Paris : Le Seuil.
- Zakaria, Fareed. 1998. *De la démocratie illibérale*. Gallimard : Le Débat.

Pauline Soulier

Valentin Lesauries

ПОЛИТИЧКА ТРАНЗИЦИЈА 90-ИХ ГОДИНА
20. ВЕКА: ОД ПОКУШАЈА ПОМИРЕЊА ДО
РАЂАЊА НАЦИОНАЛИСТИЧКИХ ПОКРЕТА
- ТЕМЕЉИ ИЛИБЕРАЛНЕ ПРОМЕНЕ У
ПОСТКОМУНИСТИЧКОЈ ЕВРОПИ

Резиме

Аналитичка мрежа Антонија Дагласа Смита која се односи на стратегије помирења легитимитета, заједно са анализом Мирослава Хроша који проучава националистичке покрете, омогућава нам да разумемо политичку транзицију у посткомунистичкој Европи. Прекривена брзом европеизацијом, ова транзиција се показала крхком од краја 2008. Нове независне државе су имале потешкоћа да апсорбују низ криза (финансијску, мигрантску и здравствену). Услед тога, Владе појединих држава посткомунистичке Европе спроведе националистичко повлачење које резултира одрђеним илибералним поступцима.

Кључне речи: посткомунистичка Европа, помирење, национализам, илиберализам, Смит, Хрош.

* Овај рад је примљен 15. септембра 2021. године, а прихваћен за објављивање 23. децембра 2021.